



## **APPEL URGENT AU GOUVERNEMENT DE LA RDC À ABANDONNER LES ÉNERGIES FOSSILES AU PROFIT DES**

Lors des événements de la pré-COP 27 tenue du 3 au 5 octobre à Kinshasa et qui a réuni près de 50 délégations étatiques, la République démocratique du Congo s'est résolument présentée comme "pays solution" pour la crise climatique, en renouvelant son engagement à contribuer aux efforts globaux de lutte contre le changement climatique, et en invitant la communauté climatique mondiale à donner solution à la difficile cohabitation entre les questions de survie d'une part, et celles relatives à la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'autre part. Bien que louable, nous tenons à rappeler que c'est depuis des décennies que les Organisations de la Société Civile congolaise exigent que les vastes ressources naturelles du pays soient utilisées comme « solution » à la crise de pauvreté qui affecte tant de congolais.

Le récent lancement des appels d'offres pour la vente aux enchères de 27 blocs pétroliers et de 3 blocs gaziers dans différentes provinces du pays ne promet pas un meilleur résultat. Un faux conflit entre deux visions a émergé depuis le lancement de la vente aux enchères: il oppose ceux qui croient en la promesse du pétrole comme impératif économique pour le développement du pays, à ceux qui pensent que l'urgence écologique, les impacts du secteur sur l'environnement et les droits humains, et le devoir de laisser un héritage naturel aux générations futures, nous oblige à garder les combustibles fossiles dans le sol, en faveur des alternatives durables.

Pourtant, il est possible de faire coexister le développement économique et la durabilité écologique à travers l'accès aux énergies renouvelables. La dépendance limitée du pays dans les technologies énergétiques basées sur les combustibles fossiles offre au Congo une opportunité de construire un secteur énergétique résistant au climat, décentralisé, durable, et abordable qui atteint les 90% de la population n'ayant pas d'accès à l'électricité, et de catalyser le développement économique du Congo à partir de la base, jusqu'aux plus grandes villes du pays. Le pays dispose de vastes ressources renouvelables telle que démontrée dans la [plateforme Congo Epela](#). Dans le cadre de Forums Communautaires et Consultations menées auprès de 4300 personnes dans 120 localités et 24 villes à travers le pays, notre Dynamique a constaté un réel désir de la population congolaise de voir le gouvernement prioriser une telle vision.





Le développement des combustibles fossiles aggraverait les inégalités existantes, appauvrirait davantage le pays en général et les communautés en particulier, de ses vastes forêts et autres ressources naturelles tels que les poissons des lacs visés par l'appel d'offres, sans parler des impacts de la production sur la santé, l'eau, la terre et les moyens de subsistance. Il suffit de regarder le bilan de la production pétrolière de la RDC au Kongo Central pour voir que le pays n'a pas fait ses preuves en matière de gouvernance responsable de ses ressources pétrolières et hérite d'un environnement profondément dégradé. En plus, le fait que la plupart des régions visées par la vente aux enchères soient désignées comme zones protégées par la loi congolaise ainsi que des sites du patrimoine de l'UNESCO signale déjà de sérieux problèmes de gouvernance et de bonne foi dans le respect de ses engagements internationaux. En outre, le processus d'appels d'offres a été lancé sans que les communautés locales ou même les populations congolaises de façon générale ne soient consultées, alors que cela est inscrit comme préalable dans la loi portant principes fondamentaux relative à la protection de l'environnement dans son article 24 et la loi sur les hydrocarbures dans son article 155.

Pour ces raisons, la Dynamique POLE encourage le gouvernement :

- D'annuler l'appel d'offres pour éviter d'hypothéquer l'avenir du pays sur le plan social, économique, ainsi qu'environnemental au bénéfice de la RDC et du monde ;
- Mener des études d'impacts environnementaux et sociaux en toute transparence et le rendre accessibles aux communautés locales afin qu'elles soient informées des conséquences qui se rapportent à l'exploitation du pétrole.
- D'investir dans les énergies renouvelables à faible coût, décentralisées et diversifiées afin de propulser le développement socio-économique et le bien-être des communautés le plus rapidement possible, ce qui correspondra également à son engagement international de "pays-solution".
- De s'engager à garantir l'accès pour tous à une électricité durable, fiable, et abordable d'ici 2030, notamment à travers l'adoption d'une politique énergétique qui concrétise cet engagement ainsi que les pistes à entreprendre pour sa réalisation.
- De mettre en place une politique sociale et économique, notamment à travers les financements d'initiatives d'électrification rurale.



- D'adopter et respecter des critères de développement durable pour tout projet énergétique, notamment basées sur des analyses des coûts-bénéfices menées par des équipes indépendantes et multisectorielles. Ses analyses doivent également porter sur d'autres options quant à la façon d'atteindre les objectifs énoncé en faveur des populations. Egalement des dimensions climatiques et écologiques devraient rigoureusement être prises en compte dans toutes ses analyses.
- D'améliorer le fonctionnement du secteur de l'électricité au plan institutionnel, légal et opérationnel en tenant compte de la décentralisation énergétique et des politiques connexes.
- De renforcer les capacités des acteurs au niveau local, régional et national pour une gestion décentralisée du secteur.

### **Dynamique POLE :**

La Dynamique POLE est un groupe de 12 organisations de la société civile congolaises qui visent la prise en compte des préoccupations de toutes les couches de la population congolaise dans l'amélioration du cadre politique, légal, réglementaire et institutionnel du secteur de l'énergie. Son action se fonde sur l'article 48 de la Constitution de la RDC qui prévoit que : « le droit à un logement décent, le droit d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique sont garantis ». Sa [vision pour le secteur](#) a été construite sur base de consultations dans 24 villes à travers le pays en 2022.

### **Contact :**

Emmanuel MUSUYU | Secrétaire Exécutif de la Coalition des ONGs pour le Suivi des Réformes et de l'Action Publique (CORAP) | Tel: +243811697699 | Courriel: [emmamus42@gmail.com](mailto:emmamus42@gmail.com)

